



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/AC.2/2002/3  
2 mai 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la promotion  
et de la protection des droits de l'homme  
Groupe de travail des formes  
contemporaines d'esclavage  
Vingt-septième session  
27-31 mai 2002  
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DE L'APPLICATION ET DU SUIVI DES CONVENTIONS  
RELATIVES À L'ESCLAVAGE

ÉTAT DES CONVENTIONS

Note du Secrétaire général

1. Au 22 mars 2002, les 74 États ci-après avaient ratifié la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui ou y avaient adhéré : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Égypte, Équateur, Espagne, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Iraq, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Luxembourg, ex-République yougoslave de Macédoine, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Niger, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République tchèque, Roumanie, Sénégal, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Tadjikistan, Togo, Ukraine, Venezuela, Yémen, Yougoslavie et Zimbabwe.

2. La Convention avait été signée par les pays suivants: Danemark, Iran (République islamique d'), Libéria et Myanmar.

-----